

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Mussy-sur-Seine
SEANCE DU 22 MAI 2017

Date de la convocation : 16 mai 2017

Date d'affichage : 16 mai 2017

L'an deux mille dix-sept, le vingt-deux mai à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, maire.

Présents : Eric BOYER, Annie COLLET, Dominique DECHAUD, Jean-Louis DESMIER, Sylvie FASSENTIEUX, Sophie GORCE, Marie-Luce LOISEAU, Henri PETIT de BANTEL, Maggie ROSSONI, Georges ROYER, Pierre WOTAWA

Absents : Virginie FEVRIER, Francisque PETIT de BANTEL

Secrétaire : Monsieur Georges ROYER

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

30_17 - Création de l'AVAP.

Vu la loi du 12 juillet 2010 et notamment l'article 28 portant sur les « Aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine »,
Vu le décret d'application du 19 décembre 2011,
Vu la circulaire ministérielle du 2 mars 2012,
Vu la loi du 7 juillet 2016 portant sur les Sites patrimoniaux remarquables,
Vu la délibération du conseil municipal du 28 janvier 2013 remplacée par la délibération n° **40/13 du 13 mai 2013** prescrivant la mise à l'étude de l'AVAP et fixant les modalités de concertation,
Vu la délibération du conseil municipal n° 116/14 du **17 novembre 2014** créant la commission locale de suivi de l'AVAP,
Vu l'avis de la commission locale du **11/04/2016** approuvant le projet d'AVAP,
Vu la délibération du conseil municipal n° **35/16 du 10 mai 2016** approuvant le projet de l'AVAP,
Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites du **16/06/2016** émettant un avis favorable au projet de création de l'AVAP,
Vu la consultation des personnes publiques associées en date du **30 juin 2016**,
Vu la prescription de la mise à l'enquête publique par arrêté du maire n° 62/16 du **22 septembre 2016**,
Vu l'enquête publique diligentée du **17 octobre 2016 au 18 novembre 2016** inclus et le rapport du commissaire enquêteur en date du **23 novembre 2016**,
Vu l'avis préfectoral en date du **15 mai 2017**,
Considérant qu'aucune remarque n'a été formulée au cours de l'enquête publique ;
Vu le dossier comprenant :

Des documents écrits :

1. Un diagnostic du patrimoine environnemental, urbain et paysager

2. Un diagnostic du patrimoine architectural
3. Un rapport de présentation et un règlement
4. Une annexe : les couleurs du bâti, diagnostic, nuancier et guide,

Documents graphiques :

1. Zonage et plan du patrimoine - Plan global
2. Zonage et plan du patrimoine – Plan centre ancien

Monsieur le Maire résume sommairement :

- l'étude de l'AVAP entre avril 2014 et avril 2016 réalisée en liaison avec le chargé d'études, l'architecte Chantal Alglave et l'architecte des bâtiments de France,
- la procédure (CRPS, Consultation des personnes publiques associées et enquête publique).

Après délibération, le Conseil Municipal

- **Approuve** la création de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine AVAP,
- **Dit** que, conformément à la loi du 7 juillet 2016 portant notamment sur les « Sites patrimoniaux remarquables » et son article 42 qui prévoit que les AVAP aujourd'hui en cours d'étude s'achèveront dans les conditions juridiques antérieures à la loi, au jour de leur création, les AVAP deviennent des sites patrimoniaux remarquables.
- **Dit** que conformément au code du patrimoine, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- **Précise** qu'elle fera l'objet d'un arrêté du Maire et sera annexée au PLU, selon l'article L 153-60 du code de l'urbanisme indiquant que l'AVAP est une servitude d'utilité publique.
- **Informe** que le dossier sera transmis aux différentes administrations concernées (Préfecture, DRAC, UDAP, DDT).

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Accord à l'unanimité

31_17 - Legs Mr DUPONT FROMAGEOT - Vente des terres.

Monsieur le Maire rappelle la délibération n° 59-16 du 31 août 2016 relative à l'acceptation du legs de Monsieur DUPONT FROMAGEOT.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** de vendre les terrains suivants à Monsieur Hugues DUPONT
FROMAGEOT époux de Madame France FAUCHEUX, domicilié à Semuy (08130),
moulin de Warroux, cadastrés :

Commune de VONCQ

ZC	0001	0ha24a50ca	Terre	les berloufieres
ZC	0002	0ha48a00ca	Terre	les berloufieres
ZC	0010	0ha55a55ca	Terre	l epine
ZC	0029	6ha02a83ca	Pré	la cote de waroux
ZC	0030	0ha01a02ca	Lande	la cote de waroux
ZC	0031	0ha00a50ca	Lande	la cote de waroux
ZC	0032	0ha04a00ca	Lande	la cote de waroux
ZC	0034	0ha26a41ca	Taillis	les berloufieres
ZC	0035	1ha44a67ca	Terre	les berloufieres
ZC	0036	0ha22a64ca	Pré	les berloufieres
ZC	0037	0ha65a79ca	Pré	les berloufieres
ZC	0038	0ha15a84ca	Sol	les berloufieres
ZC	0039	0ha19a59ca	Jardin	les berloufieres
ZC	0040	0ha04a66ca	Lande	les berloufieres
ZC	0041	1ha47a40ca	Pré	les berloufieres
ZC	0042	1ha70a52ca	Pré	les berloufieres
ZC	0043	0ha21a09ca	Pré	les berloufieres
ZC	0047	0ha01a54ca	Terre	les berloufieres
ZC	0049	1ha71a69ca	Terre	les berloufieres

Commune de SEMUY

B	0084	0ha24a74ca	Taillis	pres-de-la-cour-regnault
---	------	------------	---------	--------------------------

B	0240	0ha03a14ca	Taillis	le cochet
B	0242	0ha01a81ca	Taillis	le cochet

Commune de NEUVILLE DAY

D	0446	0ha02a94ca	Pré	la-cote-de-chantraine
---	------	------------	-----	-----------------------

- **FIXE** le prix de vente à 53.430,00 €,
- **PRECISE** que les frais de l'acte notarié qui sera établi par Maître DELEGRANGE, 19 Grande Rue (08390) Le Chesne, seront à la charge de l'acquéreur,
- **Autorise** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Accord à l'unanimité.

32_17 - Modification de poste - Personnel administratif.

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

En attente de l'avis du Comité Technique,

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 04 avril 2017,

Considérant la nécessité de supprimer l'emploi de REDACTEUR TERRITORIAL Principal de 2^{ème} classe, à temps complet, en raison de son départ en retraite,

Le Maire propose à l'assemblée, la suppression de cet emploi, à compter du 1^{er} octobre 2017.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **Décide** la suppression d'un emploi de REDACTEUR TERRITORIAL Principal de 2^{ème} classe, à temps complet, à compter du 1^{er} octobre 2017.
- **Décide** de modifier le tableau des emplois de la filière administrative, de la façon suivante, à compter du **1^{er} octobre 2017** :

Cadre d'emploi : Rédacteur Territorial - Grade : Rédacteur Territorial
ancien effectif : 1 à TNC (80%) - nouvel effectif : 1 à TNC (80%),

Cadre d'emploi : Adjoint Administratif - Grade : Adjoint Administratif Principal 2ème classe
ancien effectif : 1 à TC - nouvel effectif : 1 à TC.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Accord à l'unanimité.

33_17 - Création d'un emploi non permanent - accroissement temporaire d'activité

(en application de l'article 1° DE L'ARTICLE 3 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment le 1° de l'article 3 ;

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au sein du service administratif, à savoir :

- Mise en conformité de la Mairie,
- Restauration et agrandissement du Musée de la Résistance,
- Consolidation de la Tour du Boulevard.

Après délibération, le Conseil Municipal

Décide le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint administratif relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, du 1^{er} juin au 30 septembre 2017 inclus.

Précise que cet agent assurera des fonctions de secrétaire polyvalente, à temps complet,

Précise que cet agent sera rémunéré au 1^{er} échelon de l'échelle C1, IB 347, IM 325.

Précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Commune

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Accord à l'unanimité.

34_17 - Indemnités du Maire et des Adjoints - Modification de l'indice.
--

Le Maire rappelle la délibération n° 35/14 du 29 mars 2014 fixant les indemnités de fonctions du Maire, des Adjoints et du Conseiller Municipal ayant reçu une délégation de

fonction.

Suite au décret n°2017-85 du 26/01/2017 relatif aux indices de la fonction publique, l'indice brut terminal de la Fonction Publique passe de 1015 à 1022 correspondant au montant de 3847.57 euros au 1^{er} janvier 2017.

Le Maire propose de conserver le même mode de calcul pour l'attribution des indemnités de fonctions.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DECIDE** d'attribuer au Maire une indemnité de fonction correspondant à 31 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique 1022,

- **DECIDE** d'attribuer aux trois Adjoints ayant une délégation de fonction une indemnité correspondant à 12.4 % de l'indice brut terminal de la Fonction Publique 1022,

- **DECIDE** d'attribuer au Conseiller Municipal ayant une délégation de fonction une indemnité correspondant à 12.4 % de l'indice brut 1022,

- **PRECISE** que le montant des indemnités totales mensuelles s'élèvera à la somme de 3119.75 €, soit 87.14 % du montant maximal autorisé (l'indice brut 1022 = 3847.57 €).

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	11	0	0	0

Accord à l'unanimité.

35_17 - Demande d'admission en non valeur.

Monsieur le Maire donne lecture du formulaire transmis par la Trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non valeur des produits du budget service des eaux et assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **REFUSE** l'admission en non valeur des taxes et produits irrécouvrables pour la somme totale due de 144,67 €.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
11	11	10	0	1	0

Adopté à la majorité.

QUESTIONS DIVERSES

- Le Maire fait état d'une demande d'une habitante concernant les déjections canines. Il prendra un arrêté pour permettre de verbaliser les détenteurs de chiens se déplaçant sans sac à crottes.
- Le Maire a pris contact avec la Brigade de gendarmerie de Mussy pour assouplir le régime de stationnement devant le Proxi marché.
- M. Eric BOYER indique le détail des décorations le long de la Route Départementale 671 lors du passage du Tour de France, M. Jean-Louis DESMIER précise que le 7 juillet l'Ecole restera ouverte et que l'accueil et la cantine fonctionneront.
- M. Jean-Louis DESMIER rappelle le Raid des Cadoles le dernier week-end de juin.
- Le Maire propose au Conseil d'inscrire la Commune à l'Association : "Coteaux, maisons et caves de champagne". Les conseillers donnent leur accord à l'unanimité.
- Mme Maggie Rossoni demande si le "food truck" a le droit de vendre des boissons. La réponse est positive si le client consomme en même temps des denrées alimentaires.
- Mr Georges ROYER souligne la qualité de la cérémonie d'inauguration de la Place Marcel Noël et remercie tous les responsables. Il demande :
 - . si le propriétaire de l'Hôtel Restaurant compte mettre aux normes l'établissement.
Réponse du Maire: rien ne bouge.
 - . où en est l'élagage sur la route d'Essoyes. Le S.L.A. a été prévenu et devrait s'en occuper.
- M. Pierre WOTAWA indique au Conseil que des membres de l'ONF et du CENCA sont venus observer des plantes rares dans la Combe aux Loups.
- Mme Sophie GORCE demande quand la Place du 8 Mai sera aménagée. Le Maire répond qu'il s'agit d'un choix fait par l'ancien conseil de commencer par la rénovation de la Place Marcel Noël.
- Mme Dominique DECHAUD demande si nous pourrions installer des bancs à l'aire d'Auberive pour éviter que les camions stationnent sur l'herbe ou mordent les bordures. Il faut envisager rapidement la mise en place de blocs de pierre dans le virage.
- Le Maire signe la vente de l'appartement de M. DUPONT FROMAGEOT, le 23 mai à Paris.
- Le Maire donne la parole à M. Serge REGLEY. Ce dernier remercie le Conseil pour la subvention à l'Association : "Coteaux, maisons et caves de champagne". Il demande ensuite au Conseil de faire une démarche auprès du Conseil Départemental pour qu'il fasse couper l'arbre percuté par un habitant de Plaines Saint Lange. Vu les circonstances de l'accident, le Maire pense qu'il est urgent d'attendre avant d'intervenir.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20h30.